

Unité départementale de la Vendée  
Cité administrative TRAVOT  
10 rue du 93ème RI - Bât A2  
85000 La Roche sur Yon  
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 30 août 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/08/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

### **GEVAL**

La Croix  
85670 Grand'Landes

Références : D 23.0372

Code AIOT : 0006303878

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/08/2023 dans l'établissement GEVAL implanté Lieu-dit La Vergne 85670 Grand'Landes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GEVAL
- Lieu-dit La Vergne 85670 Grand'Landes
- Code AIOT : 0006303878
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'écosite de la Mélitée est une installation de stockage de déchets non dangereux et une plateforme de tri/transit de déchets de mobiliers ménagers exploité par la société GEVAL (filiale de Veolia). Elle bénéficie d'un arrêté préfectoral du 14/04/2020 pour un renouvellement et réhausse des zones d'enfouissement jusqu'au 31/12/2032.

Pour cette visite, l'inspection a examiné les documents suivants :

- dossier technique de réalisation du casier D7 (réf BURGEAP : CDMCLB221222 / RDMCLB03372-01 du 02/11/2022)
- plan de récolement du casier D7

L'inspection a contrôlé sur site la bonne réalisation du casier D7, formé de 3 subdivisions attenantes, et les deux chambres à vannes associées.

## Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Réception d'un nouveau casier de stockage de déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Programme d'échantillonnage	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 18	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Dossier technique établissant la conformité de l'installation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20. II	/	Sans objet
3	Barrière de sécurité passive (BSP) – fond du casier	Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 2.2.3	/	Sans objet
4	Barrière de sécurité passive (BSP) – flancs des casiers	Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 2.2.3	/	Sans objet
5	Barrière de sécurité passive (BSP) – stabilité des flancs	Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 2.2.6	/	Sans objet
6	Barrière de sécurité active (BSA) – géomembrane	Arrêté Ministériel du 14/02/2016, article 9. I	/	Sans objet
7	Contrôle soudure PEHD	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 19	/	Sans objet
8	Barrière de sécurité active (BSA) – massif drainant	Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 2.2.4	/	Sans objet
9	Équipements de collecte et de traitement des lixiviats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11. I	/	Sans objet
10	Interface liée à la réhausse	Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 2.2.5	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les éléments transmis et la visite sur le site permettent de confirmer la bonne réalisation du casier D7.

L'inspection ne s'oppose pas à sa mise en service.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Programme d'échantillonnage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vérification de la barrière de sécurité passive
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant spécifie le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de la barrière de sécurité passive. Ce programme spécifie le tiers indépendant de l'exploitant sollicité pour la détermination du coefficient de perméabilité d'une formation géologique en place, de matériaux rapportés ou artificiellement reconstitués, et décrit explicitement les méthodes de contrôle prévues. L'exploitant transmet ce programme à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction du premier casier. En cas de modification du programme d'échantillonnage et d'analyse, l'exploitant transmet le

programme modifié à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction de chaque casier concerné.
<b>Constats :</b> Le site est exploité en réhausse sur des casiers précédemment conformes à l'arrêté ministériel. De ce fait, aucune nouvelle barrière passive n'a été reconstituée et aucun programme d'échantillonnage et d'analyse n'a été effectué. Le casier D7 est réputé conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Dossier technique établissant la conformité de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20. II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Information du préfet – fin des travaux d'aménagement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Avant l'exploitation de chaque nouveau casier, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement du casier par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté et l'arrêté préfectoral d'autorisation notamment l'existence : - de la géomembrane et du dispositif de drainage (article 9) ; - des équipements de collecte et de stockage des lixiviats (article 11).
<b>Constats :</b> Le dossier technique pour la mise en fonctionnement du casier bioréacteur D7 a été établi par l'organisme tiers BURGEAP le 2 novembre 2022. La fin de la construction de D7 est intervenue en octobre 2022. Le casier D7 est divisé en 3 subdivisions de casier D7.1 / D7.2 / D7.3 (respectivement 4 430 m <sup>2</sup> / 3 970 m <sup>2</sup> / 2 580 m <sup>2</sup> ). Les plans du casier sont présentés en p.5 et en annexe 1 du rapport de conformité. Le bureau d'étude valide l'ensemble des travaux réalisés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Barrière de sécurité passive (BSP) – fond du casier

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 2.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Constitution de la barrière passive sur le fond
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La barrière passive constituant les casiers de stockage exploitées par la précédente autorisation du 16/07/2007 étant conforme à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016, il n'est pas prescrit pour les casiers en réhausse de nouvelle barrière passive comme prévu à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016.
<b>Constats :</b> Le casier D7 étant une réhausse d'autres casiers de stockage présentant une conformité de la barrière passive à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016, il ne dispose pas d'une nouvelle barrière passive conformément au dossier de demande d'autorisation. Le casier D7 est réputé conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 4 : Barrière de sécurité passive (BSP) – flancs des casiers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 2.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Constitution de la barrière passive sur les flancs
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet

<b>Prescription contrôlée :</b> La barrière passive constituant les casiers de stockage exploitées par la précédente autorisation du 16/07/2007 étant conforme à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016, il n'est pas prescrit pour les casiers en réhausse de nouvelle barrière passive comme prévu à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016.
<b>Constats :</b> Le casier D7 étant une réhausse d'autres casiers de stockage présentant une conformité de la barrière passive à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016, ses flancs ne constituent pas d'une nouvelle barrière passive conformément au dossier de demande d'autorisation. Le casier D7 est réputé conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Barrière de sécurité passive (BSP) – stabilité des flancs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 2.2.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stabilité des flancs
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les digues périphériques, en limite de site, doivent offrir une stabilité à long terme. Elles sont ancrées si nécessaire, compactées et réalisées en matériaux à faible perméabilité ayant de bonnes caractéristiques géotechniques. La hauteur de chaque tranche de digue doit être compatible avec la stabilité à long terme de cette dernière. Leurs pentes externes sont adoucies à 2H/1V ou 3H/1V pour assurer non seulement la stabilité à long terme de la digue mais également l'insertion paysagère du site. En face interne, les pentes doivent être stables sur la durée de l'exploitation de la phase. Ainsi, les digues doivent avoir les dispositions suivantes : - pente externe : 2H/1V, - pente interne : 1H/1V, - hauteur : 3 à 5 m au-dessus de la couverture existante, - largeur en tête : 4 m.
<b>Constats :</b> Les digues périphériques sont conformes à l'arrêté préfectoral et répondent à l'objectif imposé par l'article 8 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 relatif à la stabilité des flancs. Le bureau d'étude valide la conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : Barrière de sécurité active (BSA) – géomembrane

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/02/2016, article 9. I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Constitution de la barrière active - géomembrane
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 9 : I. Sur le fond et les flancs de chaque casier, est mis en place un dispositif complémentaire assurant l'étanchéité du casier et contribuant au drainage et à la collecte des lixiviats. Ce dispositif est appelé barrière de sécurité active. Le dispositif mentionné à l'alinéa précédent est constitué d'une géomembrane résistante aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme. Pour la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à un poseur certifié dans ce domaine. Si ce revêtement présente des discontinuités, les raccords opérés résistent à l'ensemble des sollicitations citées au deuxième alinéa, dans des conditions normales d'exploitation et de suivi long terme.
<b>Constats :</b> L'entreprise SODAF a transmis le Dossier des ouvrages exécutés du lot 2 pour le casier

<p>D7 dans lequel se trouvent les fiches techniques des produits mis en œuvre.</p> <p>Le plan de pose (calepinage) de la membrane en PEHD est présent dans le DOE, avec le détail des épaisseurs utilisées selon les zones de pose (1,5mm ou 2mm).</p> <p>Les ancrages de la membrane sur la tête de digue sont précisés. Ils se font via une tranchée débutant à 0,50m de la crête du talus et faisant 0,70m de profondeur x 0,60m de largeur. La géomembrane est mise en place sur 0,20m de longueur dans le fond de la tranchée.</p> <p>Le bureau d'étude valide la conformité.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 7 : Contrôle soudure PEHD

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réalisation casier
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour le contrôle de la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à un organisme tiers indépendant de l'exploitant.</p> <p>Il s'assure que les matériaux mis en place ne présentent pas de défaut de fabrication avant leur installation sur le site et procède à leur contrôle après leur positionnement.</p> <p>Une inspection visuelle de la géomembrane est réalisée et complétée a minima par le contrôle des doubles soudures automatiques à canal central par mise sous pression et par le contrôle des soudures simples.</p> <p>Les contrôles précités sont réalisés par un organisme tiers. L'exploitant met en place une procédure de réception des travaux d'étanchéité. Les résultats des contrôles sont conservés sur le site et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b> Le contrôle de la BSA a été réalisé par le bureau d'études BURGEAP. Il porte sur le contrôle des conditions de stockage et de manutention des produits, la vérification des contrôles internes de l'entreprise de pose conformément à son Plan d'Assurance Qualité, le contrôle de la pose de la membrane (contrôles visuels 100 % de la surface et contrôles des doubles soudures 100 % des soudures, contrôle destructifs), les modalités de pose du géotextile inférieur et supérieur ont été contrôlés (respect des matériaux décrits dans le PAQ et validés par le MOE, contrôle de la qualité du support de pose, modalités de déroulement des lés, état général de la pose).</p> <p>L'ensemble de ces éléments est précisé dans le dossier technique.</p> <p>Le bureau d'étude valide la conformité.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 8 : Barrière de sécurité active (BSA) – massif drainant

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 2.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Constitution de la barrière active
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En aménagement des dispositions de l'article 9.</p> <p>Il de l'arrêté ministériel du 15/02/2016, la structure de drainage de la barrière active mise en place en fond des casiers en réhausse se compose du haut vers le bas de 30 cm de matériaux drainants et d'un géocomposite de drainage.</p>
<p><b>Constats :</b> Le dispositif anti-poinçonnant mis en place au-dessus de la barrière de sécurité active est un géotextile de 500 g/m<sup>2</sup>, la fiche technique de ce produit est disponible dans le dossier technique.</p> <p>Les modalités de pose des géotextiles inférieur et supérieur ont été contrôlées par BURGEAP (respect des matériaux décrits dans le PAQ et validés par le MOE, contrôle de la qualité du support de pose, modalités de déroulement des lés, état général de la pose).</p> <p>Les matériaux utilisés sont du 20/31.5 CMGO St Philbert de Bouaine, la fiche technique du produit est disponible dans le dossier technique.</p>

L'épaisseur de la couche de drainage a été contrôlée par des relevés topographiques réalisés sur des points de références quadrillant le casier D7 avant et après la mise en œuvre de la couche de drainage.

Le géocomposite de drainage utilisé est le Teradrain D500 T1D25. La fiche technique et la note d'équivalence pour ce produit sont disponibles en annexe dans le dossier technique.

Le bureau d'étude valide la conformité.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 9 : Équipements de collecte et de traitement des lixiviats

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11.

I

**Thème(s) :** Risques chroniques, Réseau de collecte des lixiviats

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

I. - L'installation est équipée d'un dispositif de collecte et de traitement des lixiviats.

Le fond de chaque casier est équipé d'un réseau de collecte gravitaire des lixiviats vers un puisard disposé en point bas.

En cas d'impossibilité technique d'évacuation gravitaire, les lixiviats sont pompés puis rejetés dans le bassin de stockage des lixiviats.

Pour les casiers en sortie gravitaire, le collecteur alimentant le ou les bassins de stockage des lixiviats est muni d'une vanne d'obturation.

Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 cm au-dessus de la géomembrane mentionnée à l'article 9, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante. Ce niveau doit pouvoir être contrôlé.

Le risque de pollution des sols en cas de rupture de tout élément du réseau de collecte des lixiviats implanté à l'extérieur des casiers est pris en compte selon des modalités définies dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

**Constats :** Les lixiviats sont évacués gravitairement en dehors du casier D7 en 2 endroits différents liés à la topographie du casier au Nord et au Nord-Est. 3 drains collecteur traversent la digue périphérique, respectivement pour le casier D7 (incluant ses 3 subdivisions), et les futurs casiers D6 et D5. La traversée de digue bénéficie de la BSP située sous le casier inférieur. Les coupes des plans et des traversées de digues sont disponibles dans le dossier technique.

Ainsi le casier disposera de 2 puits de lixiviats : angle Nord-Ouest de D7.3, pointe Est de D7.2.

Chaque collecteur est équipé d'une vanne pour isoler hydrauliquement le casier. Les vannes sont repérées et fonctionnelles. Aucune des 3 subdivisions du casier n'étant exploitée, les collecteurs sont actuellement en rejet d'eau pluvial grâce à l'ouverture d'un bouchon situé en amont des vannes.

Les puits de lixiviats sont réalisés de façon à pouvoir contrôler le niveau d'eau au moyen d'une sonde de niveau (cf plan de principe dans le dossier technique).

Le bureau d'étude valide la conformité.

**Observations :** Lors de l'exploitation, chaque zone du casier est gérée hydrauliquement de manière à séparer les eaux pluviales des lixiviats, par la pose de manchons PEHD sur les réseaux, ou grâce à la topographie du casier. Cette méthode permet de gérer moins de volume de lixiviats lorsque les eaux pluviales peuvent être détournées.


Ainsi chacun des 2 drains communs de collecte des lixiviats des subdivisions D7.1 à D7.3 est découplé et connecté au fur et à mesure de l'avancement du remplissage.

L'inspection a rappelé l'importance de transmettre les informations techniques prouvant la bonne connexion des lixiviats à son réseau de collecte au fur et à mesure du remplissage du casier.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 10 : Interface liée à la réhausse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 2.2.5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Aménagement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 2.2.5 - Interface liée à la réhausse  Les têtes de puits de contrôle des lixiviats des casiers exploitées par la précédente autorisation du 16/07/2007 sont munies de manchons étanches coulissants au niveau de l'interface avec la réhausse, et prolongées verticalement. Ces puits doivent permettre de contrôler le niveau de lixiviats en fond des anciens casiers conformément à l'article 11.1 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016.  Les puits de collecte du biogaz des casiers exploitées par la précédente autorisation du 16/07/2007 peuvent être regroupés dans des collecteurs uniques verticaux prolongés verticalement grâce à des manchons étanches coulissants au niveau de l'interface avec la réhausse.  <b>Constats :</b> Le dossier des ouvrages exécutés détaille les travaux liés à l'interface avec les ouvrages sous le casier D7. Les têtes de puits de lixiviats ont été réhaussées par des manchons en PEHD coulissants. Les collecteurs de biogaz ont été réunis par un collecteur en étoile pour être ensuite réhaussés.

Le bureau d'étude valide ces ouvrages.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

Vues du casier D7 :

 <p>Casier D7</p>	 <p>Réhausse puits de lixiviats</p>
	<div style="display: flex; justify-content: space-around;"> <div>  <p>Nord-Est</p> </div> <div>  <p>Nord</p> </div> </div> <p>Chambres à vannes</p>



Exemple de traversée de digues des 3 collecteurs de lixiviats D7.1 à D7.3 (réseau Nord)



Rejet temporaire en eau pluviale des subdivisions de D7